

# COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

O, 50 F.

SAMEDI 4 JUIN 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX:

## EDITORIAL

### LES "SOCIALISTES" PARTISANS DU STATU QUO AUX ANTILLES

Le dimanche de Pentecôte s'est tenu aux Abymes le congrès du Mouvement Socialiste Guadeloupéen. L'objet de ce congrès était de désigner les membres de ce parti qui participeront au congrès du Parti Socialiste Français en juillet prochain. Néanmoins, le leader de ce mouvement, le docteur Frédéric Jaiton, en profita pour rappeler la position des socialistes guadeloupéens concernant le statut de la Guadeloupe. A ce sujet, il informa les membres du MSG qu'au cours d'une rencontre qu'il avait eue avec François Mitterrand ce dernier l'avait assuré de son accord total avec le Mouvement Socialiste en ce qui a trait à l'avenir de la Guadeloupe, savoir le maintien de ce pays dans l'ensemble français. Certes, rappela le député-maire des Abymes, le MSG reste partisan de l'auto-détermination "si la population le réclame" mais en aucune façon il ne serait question de faire campagne pour l'autonomie. Là-dessus le leader du MSG fut également très clair. A aucun moment, dit-il, cette question n'a été abordée dans le cadre du comité permanent de la gauche.

Voilà donc des déclarations qui édifient les travailleurs des Antilles sur ce que pense faire la gauche une fois qu'elle accédera au gouvernement, rien de plus ou de bien différent de ce qui se fait actuellement. En particulier la Guadeloupe et la Martinique restant départements français, les travailleurs connaîtront toujours les bas salaires, le chômage et les licenciements massifs, en un mot ils continueront à subir le mépris et l'arrogance des patrons. Quant aux petits paysans, ils seront toujours confrontés au manque ou à l'insuffisance de terre. La Guadeloupe et la Martinique demeurant départements français, cela signifie que les forces de répression réprimeront toujours aussi sauvagement les travailleurs en lutte comme elles l'ont fait en 1967 à Pointe-à-Pitre ou en 1974 à Chalvet en Martinique.

En réalité ce n'est pas sur une éventuelle arrivée de la gauche au pouvoir que les travailleurs doivent compter pour de profonds changements aux Antilles. Les déclarations de Jaiton lors de ce congrès ainsi que les

Suite page 2

## GUADELOUPE

### Les travailleurs agricoles de Sainte-Rose protestent contre la diminution des heures de travail

Le jeudi 26 mai, les ouvriers agricoles de Ste-Rose, organisèrent un important barrage près de la section de Viard, pour protester contre la diminution des jours de travail dans les champs. Depuis l'ouverture de la récolte, ils obtiennent difficilement 3 à 4 jours de travail par semaine. Bien souvent ils ne sont même pas avertis la veille qu'il n'y aura pas d'embouche le lendemain et c'est en se présentant sur les lieux qu'ils se voient refuser une journée de travail, après avoir effectué de longs déplacements.

Ce jeudi 26 mai, c'est de nouveau cette désagréable surprise qui les attendait et

c'est avec juste raison qu'ils exprimèrent leur mécontentement en organisant un barrage. Dès six heures du matin, la circulation fut arrêtée. Des arbres coupés et des véhicules encombraient la route, et des centaines de travailleurs étaient présents sur les lieux. La circulation fut arrêtée plus d'une demi-journée malgré la présence d'un important contingent de CRS et de gendarmes. Le maire de Ste-Rose qui voulait intervenir fut pris à partie par les manifestants.

Ce n'est pas la première fois que les travailleurs agricoles organisent de tels barrages en guise de protestation, mais ces actions si elles sensibilisent l'opinion publique, demeurent cependant limitées. La garantie de l'emploi ne peut être imposée que par des actions plus larges et qu'avec le soutien des travailleurs des autres secteurs, en particulier ceux des usines qui sont menacés de licenciement par les mêmes patrons.

## MARTINIQUE GREVE A DRAGAGES

Trois chantiers de l'entreprise Dragages sont en grève depuis le 1er juin. Les ouvriers veulent ainsi s'opposer à une première vague de vingt-trois licenciements qui vient de les toucher. Vingt-trois autres licenciements doivent survenir en juillet, et une quinzaine encore en octobre. Les travailleurs entendent également protester contre le licenciement de leur secrétaire syndical qui fait partie de cette première vague d'ouvriers renvoyés par la direction de Dragages. Il faut dire que ce licenciement s'est fait avec la complicité plus ou moins directe de la C.G.T.M. qui voyait d'un mauvais oeil les opinions défendues par cet ouvrier parmi ses camarades de chantier. En effet, celui-ci avait le malheur de ne pas être d'accord avec les dirigeants de la C.G.T.M. notamment sur des questions politiques, car il s'affirmait ouvertement nationaliste et critiquait la politique du PCM suivie par ceux-ci. Cela ne plaisait pas aux bureaucrates syndicaux qui n'ont donc rien fait pour défendre cet ouvrier. C'est donc aussi contre l'attitude des dirigeants C.G.T.M. que les ouvriers protestent au travers de leur grève. Ils dénoncent avec juste raison la trahison de dirigeants qui dénie aux travailleurs le droit d'exprimer des opinions autres que les leurs propres et qui sont prêts pour cela à les livrer aux attaques des patrons.

## MARTINIQUE communiqué

Nous avons reçu du P.C.M. la déclaration suivante, dont nous publions des extraits :

"-Pour le libre accès à nos plages.

Jadis les habitants de Trinité et de nombreuses communes du Nord avaient trois plages à leur disposition : l'Autre-Bord, Raisinier, Cosmy. Aujourd'hui, il ne reste plus que celle de Cosmy, achetée par monsieur Brival, à l'usine de Ste-Marie devenue Cointreau. A l'occasion du lundi de Pâques, mr. Brival a entravé par deux dépôts de rails l'accès du chemin à la Petite Rivière Salée, obligeant familles et véhicules à se concentrer sur une portion de plage très réduite."

Le P.C.M. dans la suite du tract s'élève contre la privatisation des plages de la Martinique due à la carence de la préfecture.

Directeur de publication : M.E.ZOZOR  
Commission Paritaire : N° 51728  
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR  
B. P. 214 P.A.P.  
B. P. 386 F.D.F.  
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

2<sup>e</sup> supplément au mensuel

N° 75

## MARTINIQUE

### Le G.R.S. dans l'ornière du nationalisme

Dans son dernier numéro, Révolution Socialiste publie une charge sévère contre la grève du 24 mai. Le titre de l'article donne le ton : "Une grève générale dans le cadre de la France". En ce qui concerne la Martinique : les syndicats y sont traités de suivistes sauf la C.S.T.M. qui s'est "ressaisie". Pour la Guadeloupe pas un mot sur l'importance de la grève, ni sur la puissance du défilé bien plus important que celui du 1er mai. Mais des critiques sur l'assimilation syndicale, qui veut que : grève en France donc grève en Guadeloupe. Révolution Socialiste suit donc un bien mauvais chemin, le sentier battu à maintes reprises par les nationalistes qui veulent à tout prix, pour montrer qu'ils ne sont pas français,

se démarquer en s'opposant aux travailleurs en lutte.

C'est d'ailleurs ce à quoi revient la position du G.R.S. car on cherche vainement un appel clair à la grève du 24 mai ou un quelconque soutien à cette grève. Fallait-il faire grève ou pas le 24 Mai ? C'est ce que ne sauront pas les lecteurs de Révolution Socialiste. Alors on peut cacher cette attitude sous des grandes phrases révolutionnaires : "partir du concret, unifier hardiment les luttes en les généralisant", etc, cela ne coûte rien. Dans les faits le G.R.S. suit les nationalistes tout en ménageant par sa présence lors du défilé une ouverture du côté de la F.E.N.

## Guadeloupe

### SUPPRESSION DE CLASSES A BAIMBRIDGE UNE DECISION SCANDALEUSE

Par décision du recteur de l'académie des Antilles-Guyane, plusieurs classes vont être supprimées au lycée classique et moderne de Baimbridge à la rentrée de septembre. Il s'agit de deux terminales A (philosophie) d'une première A et de deux secondes A. Dès l'annonce de la nouvelle, la section SNES de l'établissement éleva une vive protestation auprès du recteur. Lors d'une réunion du conseil d'administration, l'unanimité se fit pour voter contre ce projet, et une nouvelle motion de protestation fut expédiée au recteur. Ces suppressions de classes sont franchement scandaleuses dans le contexte scolaire de la Guadeloupe. Le deuxième cycle du second de-

gré est déjà extrêmement sous-développé, il existe trois fois moins d'élèves dans les lycées de Guadeloupe qu'en France, toutes proportions gardées. En fait c'est encore plusieurs lycées qu'il faudrait créer pour répondre aux besoins d'enseignement en Guadeloupe. Le recteur Doumenge, lui, supprime des classes. Et c'est ce même recteur qui ose déclarer qu'il faut élever le niveau de l'enseignement dans l'académie. En tous cas, si c'est cela sa méthode, les élèves et les parents n'ont pas grand-chose à attendre de lui. Ils ne tarderont certainement pas à lui faire savoir ce qu'ils en pensent en se mobilisant pour faire barrage à son projet de suppression.

### LA FIXATION DU PRIX DE LA TONNE DE CANNE : UNE DECISION QUI NE REGLE RIEN

Le gouvernement de Barre vient de décider de fixer à 104,04F le prix définitif de la tonne de canne. A cette somme s'ajoutera pour les planteurs livrant moins de 1.000 tonnes, une prime de 7 F par tonne.

Ce relèvement de 2 % par rapport au prix provisoire qu'avait fixé la commission de Bruxelles, demeure de beaucoup inférieur à ce que réclamaient les petits planteurs.

Et cela le gouvernement de Barre et de Stirn le sait bien. Seulement ce qui compte avant tout pour lui, c'est le geste. Il fallait coûte que coûte faire semblant de prendre en considération les revendications des petits planteurs, c'est tout simplement ce que viennent de faire Barre et Stirn. Mais qu'ils sachent dès à présent que les petits planteurs ne sont pas dupes et ne se contenteront pas de si peu.

## MARTINIQUE

### Marina : comportement raciste des patrons

Dans l'hôtellerie en général et à la Marina en particulier, il est courant d'entendre les patrons tutoyer sans aucune gêne les employés. Ainsi les travailleurs disent "vous" à ces messieurs qui, eux, peuvent se permettre avec arrogance de leur dire "tu".

Cadres et autres directeurs se prennent-ils pour des rois qui commandent à leurs sujets ou bien pour des maîtres qui donnent des ordres à leurs esclaves ? Quand on sait de plus que la grande majorité de ces messieurs viennent de 7.000 km et se considèrent ici comme en pays conquis, ce tutoiement prend dans leur bouche un caractère nettement raciste.

Les travailleurs sauront bien un jour faire ravalier aux patrons mépris et insultes.

## EDITORIAL

(suite)

prises de position communes du MSG et du PS attestent bien de la volonté de cette composante du Programme Commun de gouvernement de tout faire pour que le statu quo demeure en Martinique et en Guadeloupe. Et ce n'est certainement pas le Parti Communiste qui changera le cours des choses. Comme d'habitude, Marchais et les siens feront très certainement passer leur désir d'avoir quelque portefeuille ministériel avant leurs propres principes. En tant que colonie, tout changement profond en Martinique et en Guadeloupe passe inévitablement par la prise en charge par les Martiniquais et les Guadeloupéens de leur propre sort. Vouloir leur enlever ce droit, même au nom de soi-disants intérêts économiques, c'est vouloir les maintenir colonisés. En fait, seule la lutte des opprimés pour la construction d'un Etat au service des pauvres apportera les changements profonds et véritables que tous ceux qui souffrent dans leur chair des méfaits de la colonisation appellent de tous leurs vœux.

## DOUMENGE :

### UN RECTEUR

### BIEN COLONIAL

Le Syndicat National des Instituteurs de la Martinique vient de prendre position pour exiger le rappel du recteur Doumenge, estimant que ce haut personnage était notoirement incompétent pour traiter des problèmes de l'enseignement aux Antilles. En effet, ce monsieur s'est fait dernièrement remarquer par diverses attaques et insultes envers les enseignants martiniquais, allant même jusqu'à les traiter "d'incapables" et leur reprocher de percevoir de trop gros traitements... alors que lui-même touche plus de deux millions anciens par mois ! Mais si ce monsieur peut se permettre de pareils propos c'est qu'il sent derrière lui tout le soutien d'un préfet et d'une administration coloniale qui fabrique justement en masse ce genre de parasites gonflés de leur propre importance... et de primes et subventions en tous genres. Aux enseignants martiniquais de montrer qu'ils ne se laissent pas ainsi marcher sur les pieds.

## MARTINIQUE

### NOUVEAUX DEBRAYAGES DES OUVRIERS DE COLAS

Ces jours passés ont vu de nouvelles journées de grève contre le projet de licenciement à la Colas.

Le moral des travailleurs continue d'être bon, et ils poursuivent leurs débrayages un jour sur trois jusqu'à la fin du mois, date à laquelle les patrons de Colas comparaitront en justice sur plainte des travailleurs.

Plus que jamais les ouvriers sont déterminés à obtenir l'annulation des licenciements prévus.